



## Présentation

# Variations nationales dans les formations à l'animation et leurs impacts sur le statut des animateurs : filières universitaires, apprentissages professionnels en entreprise et autoformation par l'action militante

### Jean-Marie Lafortune

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles  
Professeur, Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada  
lafortune.jean-marie@uqam.ca

### André Antoniadis

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles  
Professeur, Haute école de travail social et de la santé · EESP · Lausanne, Suisse  
andre.antoniadis@eesp.ch

On trouve selon les contextes socioéconomiques et les formes d'intervention culturelle privilégiées dans divers pays différentes modalités de formation qui ont chacune leur référentiel de compétences et leur pertinence socioculturelle. Ce numéro de la Revue dresse un état des lieux de la formation en animation en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique en fonction des lieux et des niveaux de formation et aborde certains enjeux comme les contenus des formations et les termes utilisés, qui peuvent varier d'une aire géographique à l'autre, ainsi que le développement de formations professionnelles orientées vers l'action par opposition à la notion de praticien réflexif.

Intitulé « La formation en animation socioculturelle en Suisse », le texte de Yuri Tironi et al. fait état des forces et des faiblesses des cursus offerts aux étudiants avant de se conclure sur les efforts annoncés afin de pallier à ces dernières. Si les formations universitaires données au sein des Hautes écoles spécialisées sont de qualité et adaptées à la réalité du terrain, comme en témoigne la facilité avec laquelle les diplômés se trouvent un emploi, des efforts doivent être consentis afin d'élargir le corpus théorique et de documenter davantage le métier tel qu'il se présente en contexte helvétique. L'enjeu central consiste à ancrer les données et les réflexions dans une réalité territoriale pertinente.

Ana da Silva aborde dans son article « La formation des animateurs et animatrices au Portugal » les phases successives de formalisation du statut des animateurs socioculturels dans ce pays. Dernier document à évoquer cet enjeu, le rapport déposé en 2010 par l'Association pour le développement de l'animation socioculturelle dépeint les structures et les voies d'accès aux carrières de l'animation suivant les types de diplômes à tous niveaux de l'éducation nationale et les organismes dans lesquels ces métiers se développent (publics, communautaires et corporatifs). Tout en admettant l'importance de cette lutte pour la reconnaissance des animateurs et animatrices, l'auteure souligne l'apport spécifique d'une formation multi-disciplinaire des « professionnels » de l'animation en l'absence de statut plus officiel.

Associant la professionnalisation de l'animation à l'emprise du pouvoir économique sur l'action culturelle, Martin Lussier et Janik Bastien-Charlebois manifestent de fortes réserves relativement à la reconnaissance formelle de cette fonction. Ils s'interrogent, dans leur texte « L'animation culturelle au Québec : une praxéologie en attente d'envol », sur les motifs et les effets réels de cette quête de statut sur les pratiques. S'ils constatent qu'en général les milieux culturels doivent composer avec des ressources limitées, ils évoquent la réalité tout autre des riches industries culturelles, où un nombre croissant d'animateurs se retrouvent. Les auteurs s'inquiètent des limites posées dans ce secteur aux postures réflexive et critique et se demandent si la création de programmes, leur orientation et leur contenu doivent dorénavant obéir à une logique d'employabilité et de réponse aux seuls besoins du marché.

Étienne Leclercq défend trois points de vue dans son texte « Une expérience universitaire de formation à l'animation et l'éducation permanente en Belgique : l'exemple de la section animation socioculturelle et éducation permanente (ASCEP) ». Il insiste d'abord sur le fait que, bien qu'elle soit de niveau universitaire la formation offerte par l'Institut des hautes études de communications sociales (IHECS) est fondée sur la pédagogie par projet en réponse aux demandes de commanditaires, qui lui confère un caractère strictement pratique. Puis, il note la tension qui persiste entre une formation à l'animation, axée sur le changement social, et une approche éducative fondée sur une dynamique d'expressivité des individus. Enfin, l'auteur mentionne l'accent dans ce type de formation sur l'usage des nouveaux médias qui transforme la conception de l'action.

L'article de Ulrike Armbruster-Elatifi, « La formation du travailleur social se fait dans la rue », rend compte d'une pratique professionnelle de formateurs en travail social en Suisse. Le module Oasis Intergénérationnel, présenté dans le texte, s'inscrit dans le sillage des tensions qui caractérise les enseignements dans les Hautes écoles spécialisées (HES) alliant savoirs théoriques fondamentaux et expertises professionnelles de terrain. L'auteure développe un modèle didactique et propose une méthodologie d'intervention dans l'espace public urbain qui prend en compte l'aspect générationnel. Ce travail questionne également la notion d'intergénérationnel à travers le discours des étudiants en travail social, puisque ces derniers s'interrogent sur les liens générationnels dans l'espace public urbain et sur la pertinence d'agir du travailleur social.

### **Section hors-thème**

L'article de Fadir Delgado Acosta et al., « Café artístico: experiencia cultural de libertad para mediar simbólicamente », décrit et analyse une expérience culturelle qui s'appuie sur des constructions conceptuelles issues de l'interactionnisme symbolique et de la médiation culturelle. Selon eux, ces ancrages forment une base pour la formation théorique et la participation des publics. Les auteurs considèrent que l'expérience d'un café en plein air, qui constitue à leurs yeux un pari relativement à l'inclusion sociale et la coexistence culturelle, soulève la question de la priorité accordée aux voitures ou aux piétons, aux activités de transport ou à la création artistique collective.

L'intervention collective contribue-t-elle au renforcement du droit des citoyennes et des citoyens de prendre la parole dans leur communauté et de s'exprimer librement sur les sujets qui les concernent ? Comment agit cette intervention dans une région donnée pour que leur parole soit prise en considération dans la construction de sens commun ? Le droit de s'exprimer librement est-il compris comme un fondement de la citoyenneté dans un système démocratique ? Telles sont les interrogations soulevées par le texte Ina Motoi « La remise en question l'intervention collective

facilite-elle la participation des citoyennes et des citoyens dans la société par leur positionnement critique? »

Enfin, le texte de Tânia Baraúna, « Actuando en nuevos escenarios: diálogos entre teatro, violencia y adolescencia - el proyecto Vida en el arte », s'intéresse aux retombées de pratiques éducatives, politiques, sociales et artistiques inspirées du Théâtre de l'opprimé (A. Boal) et de la Pédagogie des opprimés (P. Freire) en termes d'apprentissage et de renforcement de l'identité groupale et collective d'adolescents en situation de violence et d'oppression. Ces approches proposent une forme théâtrale qui favorise l'abolition de la relation traditionnelle entre spectateur, acteur et apprenti pour mettre au cœur de la pratique dramatique le lien acteur-apprenti.

En terminant, vous noterez la présence nouvelle de collègues suisses à l'édition de la revue. Établie en 2012, cette entente de collaboration entre les institutions accroît significativement les ressources dont nous disposons et favorisera un rayonnement plus grand de nos parutions.

Bonne lecture !